JA
REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 85-440 du 4 Novembre 1985

portant création de la Commission ad hoc chargée de connaître des faits reprochés au Camarade Désiré ADOTEVI, ex-Directeur du Transit à la Société Nationale de Transit et de Consignation (SONATRAC).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'Ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;
- VU le décret N° 85-254 du 17 Juin 1985 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;
- VU l'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et certains infractions commis par les Agents de l'Etat et les Employés des collectivités locales ;
- SUR décision du Comité Permanent du Conseil Exécutif National en sa séance du 21 Août 1985,

DECRETE :

Article 1er. - En application des dispositions de l'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 susvisées, il est créé une commission ad hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés au Camarade Désiré ADOTEVI, ex-Directeur du Transit à la Société Nationale de Transit et de Consignation (SONATRAC), impliqué dans une affaire de corruption commise au préjudice de ladite Société.

Article 2. - La composition de la Commission est la suivante :

Président : Camarade Louis KEKE, du Ministère de la Justice et de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques.

Membres : Camarades : -Octave ROKO, de l'Inspection Générale d'Etat, Section Financière ;

-Raphaël DOBOSSOU, de l'Inspection Générale d'Etat, Section Administrative ;

.../...

- Wassi IGUE, du Ministère du Travail et des Affaires Sociales ;
- Césaire LANTONKPODE, du Ministère des Finances et de l'Economie ;
- Adjudants Ferdinand TEVI et Appolinaire GBEMETONOU, des Forces Armées Populaires du Bénin ;
- Djibril BAWA, du Ministère de l'Equipement et des Transports.

Article 3.- La Commission, qui déposera son rapport dans les quinze (15) jours qui suivront sa saisine indiquera la date d'effet des mesures qu'elle aura préconisées.

Article 4.- Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 4 Novembre 1985

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Ampliations : PR 8 SGCEN 4 Président et Membres 10.-